

NAF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 13 OCT.
AU 27 OCT. 1976

6e ANNÉE

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

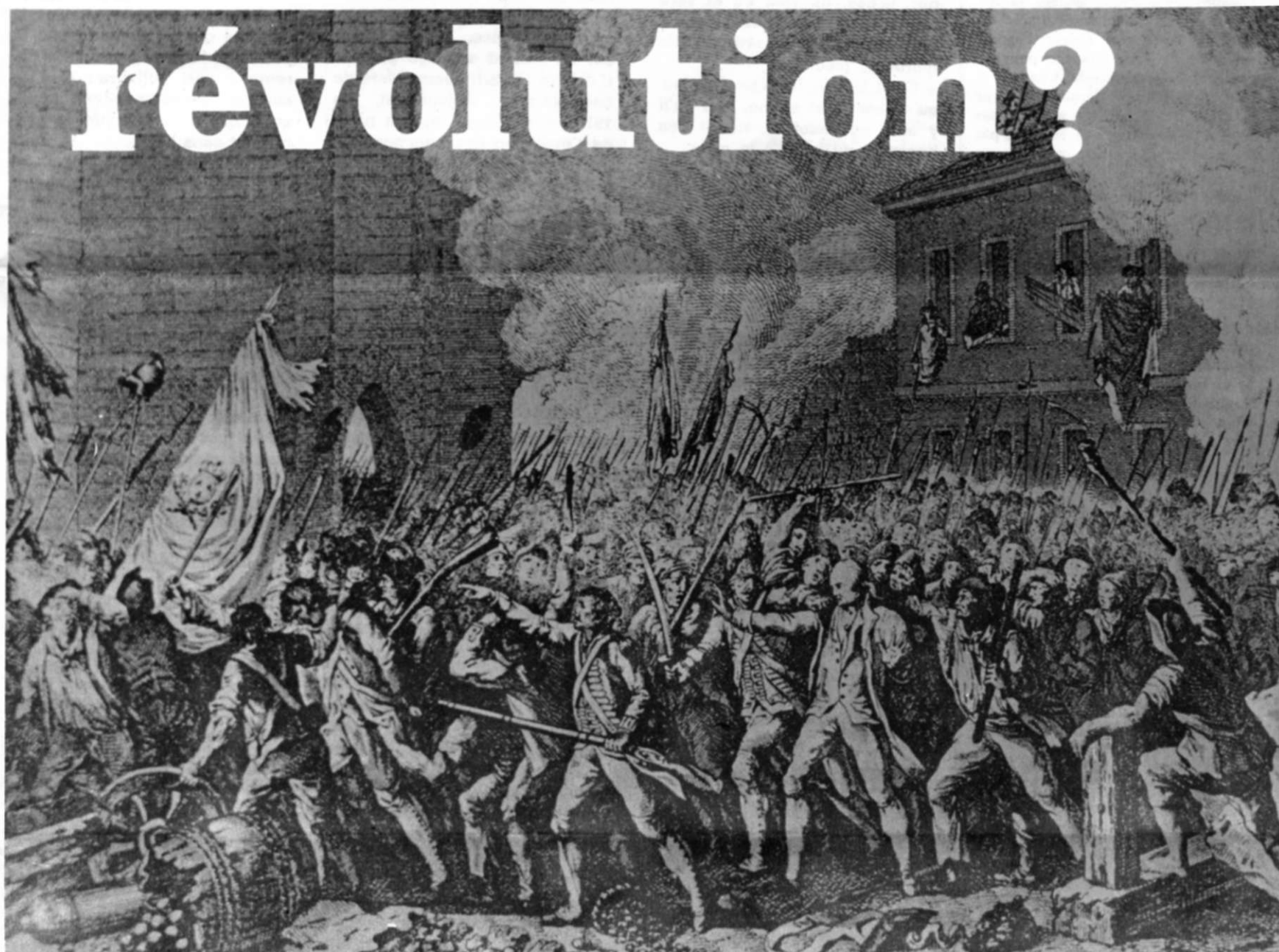
l'océan indien
pages 6 et 7

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

N° 233 3,50 F

refaire la

révolution?



repères

Il est beaucoup question de Révolution dans ce numéro. Ce mot magique qui a suscité tant d'espoirs... et fait couler tant de sang provoque maintenant de légitimes interrogations dans l'intelligentsia (rubrique *Idées*). Mais qui dit Révolution, dit un projet politique articulé autour d'un Etat capable de conduire les changements voire les bouleversements sans pour autant absolutiser une idéologie, une classe ou une caste.

N'est-ce pas le drame de 1789 d'avoir fait sauter la royauté, victime de ses maladroites et de ses timidités sans lui avoir substitué une légitimité sérieuse et durable (article d'*Arnaud Fabre*). Cette absence de légitimité profonde de notre Etat se traduit aujourd'hui par une politique mi-velléitaire, mi-rancunière qui aboutit aussi bien au gachis corse (article de *Paul Maisonblanche*), à la liquidation feutrée de l'Université (article du collectif *N.A.F.-U.*) qu'à l'absence de toute politique sérieuse en océan Indien (*nos pages centrales* avec Michel Fontaurrelle). Si l'on ajoute à cela que le « projet » libéral avancé n'est qu'un décalque palot des recettes éculées de la social-démocratie (*Chemins du monde*), on comprend l'odeur d'agonie que dégage la République giscardienne (*l'éditorial* de Bertrand Renouvin). Odeur d'agonie sur fond de Peste blanche pour reprendre l'expression de Chaunu et de Suffert dont le dernier livre sur le refus de la vie est analysé par *Hubert Charpentier*. Et ce n'est pas la dérisoire O.P.A. du pouvoir sur le Grand Orient (article de *Yves Landevennec*) qui constituera la potion magique d'un système exténué. Il est temps, face aux techniques de manipulations que les hommes reprennent leur responsabilité. Ils doivent pour cela admettre que le meilleur des régimes n'abolit pas la part de déchirement tragique et de méchanceté incluse dans la nature humaine (article de *Bénédicte Héliez* à propos du dernier « *Kubrick* »). Les nacistes aussi doivent prendre leurs responsabilités, c'est ce que leur demande *Yvan Aumont* dans la page du Mouvement.



Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris (1^{er})
Abonnement trois mois : 25 F
Abonnement six mois : 45 F
Abonnement un an : 80 F
Abonnement de soutien : 150 F
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimé en France

la presse au crible

Toute la presse a parlé, ces dernières semaines, des rassemblements motocyclistes de Rungis et des accidents qui en résultent. L'Homme et la Machine, la Jeunesse, la Ville et l'Ennui : à travers ces thèmes, chacun a essayé de trouver la signification profonde de ces fêtes sauvages.

motos

Jean Cau, de PARIS-MATCH, en est revenu tout ébloui :

« C'est formidable, vous savez, c'est beau, c'est jeune, ça fascine et ça fait peur. » Pourquoi ? Ecoutez donc :

O Machismo phallocratique, tu as encore de beaux jours devant toi, malgré le siècle et ses M.I.F., lorsque je vois la horde de tes reîtres apparaître à l'horizon de la ligne droite, dans la nuit éclairée par les étoiles maigres des hauts lampadaires, rugir leur puissance, foncer à mort vers le tournant, s'y engouffrer en raclant la béquille pour qu'en jaillissent les étincelles (ça c'est « super ! ») et passer, et fuir, là-bas. Ils vont où et vers quelles invasions ? Ils viennent d'où et de quelle steppe ? Ils tournent, mec. (...)

C'est le défi, le désir du « jusqu'au bout » et même, tant qu'il y aura des adolescents et des hommes, du jusqu'à la mort.

C'est la violence et la force, anonyme et close, sous le casque et dans l'uniforme.

C'est qu'il n'y a pas de guerre et de castagne et qu'on s'emmerde un peu, faut bien le dire, dans ce monde plein de panneaux, de papiers, de sociologues, de psychologues, de sécurités en tous profs, avocats, toubibs, flics et pharmaciens en tout genre.

C'est qu'il y a la sexualité, pardi, et cette machine énorme et soumise qui brame ou ronronne entre les cuisses.

Conclusion implicite, qui reprend les thèmes des « Ecuries de l'Occident » : une bonne guerre arrangerait tout ça (sur le modèle libanais peut-être ?). Et puis, pourquoi pas un grand mythe, qui capterait le désir sans objet, la sexualité et la violence ? Avec de vrais casques et de vrais uniformes...

néo-stalinisme

Ne quittons pas la banlieue : voici Saint-Nazaire, son syndicat C.G.T. et sa section du P.C. Des organisations locales qui ne sem-

blent pas avoir lu les affiches communistes sur la liberté. Sinon, elles n'auraient pas interdit à Armand Gatti d'organiser un spectacle sur les hôpitaux psychiatriques tels que les a connus le contestataire soviétique Wladimir Boukowski.

Motif ? C'est un « sujet dont se serviront les forces réactionnaires pour développer un antisoviétisme et un anticommunisme dans le but d'affaiblir les forces de gauche et de créer la division ».

Conclusion de Bernard Chapuis, qui expose toute l'affaire dans LE QUOTIDIEN DE PARIS :

Si l'on a bien compris, les atteintes à la liberté en U.R.S.S. n'intéressent pas les travailleurs de Saint-Nazaire. Et pourtant, quelques paragraphes plus loin, le même tract rappelle l'action du Parti communiste contre les atteintes à la liberté en Uruguay, au Chili, en Espagne, en Afrique du Sud, au Liban. Comme s'il n'était intéressé que par le Goulag des autres.

Toutes ces réactions, dont la tartufferie relève de la plus classique tradition stalinienne, prouvent au moins une chose : Armand Gatti est un canard sauvage en France. Armand Gatti est un canard sauvage pour la C.G.T. et le Parti communiste de Saint-Nazaire. Aujourd'hui, en 1976, et à l'heure où l'on parle de l'évolution des communistes français. Wladimir Boukowski est prisonnier en U.R.S.S. ? Cela n'intéresse pas les travailleurs, on nous le dit. En parler, c'est faire de l'anticommunisme, de l'antisoviétisme. Pas un seul instant dans tous ces tracts, dans toutes ces semonces, on ne relève le plus élémentaire respect du libre arbitre des travailleurs de Saint-Nazaire. La C.G.T. et la section locale du P.C. pensent pour eux, à leur place. N'est-ce pas là une manière de prendre lesdits travailleurs pour des imbéciles ? N'est-ce pas là la meilleur façon de fournir les armes aux réactionnaires ?

Simple « bavures » ou manifestations d'un totalitarisme qui n'a pas disparu en même temps qu'Hitler et Staline ? C'est la question posée par Maurice Clavel, dans LE NOUVEL OBSERVATEUR :

Camps nazis et goulags sont-ils hasards de ce siècle ? « Le Monde » nous dit justement que le goulag tend à devenir planétaire et même, ajoute-t-il, dans ces pays d'assez haute culture humaine que sont le Brésil, le Chili, l'Argentine. Mais l'Allemagne n'était-elle pas le pays de la plus haute culture humaine ? Cela fait décidément

beaucoup d'« accidents » et de « bavures » qui arrivent à notre siècle et à notre culture ! Comment ne pas comprendre la tendance, chez nos penseurs d'avant-garde — Foucault, Glucksmann — à remplacer audacieusement le « malgré » par un « parce que », pour tout éclairer ?

Question fondamentale, qui dépasse le cadre d'une revue de presse. Mais Gérard Leclerc a développé depuis longtemps, sur ce sujet, des analyses décisives.

bona- parte ?

Revenons à la politique politique, sans pourtant abandonner notre réflexion sur les motocyclistes de Jean Cau et sur le danger totalitaire.

Il ne s'agit pourtant que de Jacques Chirac, dont Jean-Pierre Kahn, dans le QUOTIDIEN DE PARIS, cherche à percer le secret :

C'est bien simple : il est le seul homme aujourd'hui dans la majorité qui ait compris que la politique était un art qui s'apparente à l'art militaire ; Que le combat qui la sous-tend impliquait que l'on attaquât le premier et sans hésitation, en fonction d'un but précis et d'une stratégie claire, un adversaire bien défini. (...)

On a dit qu'il ne croyait en rien. C'est faux : il croit à l'acte. Donc au risque. Et dans la majorité, aujourd'hui, il est peut-être le seul à y croire. Là est sa force.

Nous ne partageons, en ce qui nous concerne, ni l'analyse de Chirac, ni sa philosophie, si du moins il en a une. Mais qu'on ne se fasse pas d'illusions : au-delà du radical-bonapartisme que ce Corrèzien véhicule, il y a un capitaine aux yeux froids qui sait que la politique est la continuation de la guerre civile par d'autres moyens.

Voyez comme on retrouve le désir informe, la volonté de puissance (dont l'ambition est le signe dévalué) qui voile le projet totalitaire. Comme les adolescents de Rungis Jacques Chirac ne croit qu'à l'acte. Comme Jean Cau, il ne se réalise que dans la guerre. Parvenu au pouvoir suprême, cet aventurier sans scrupule serait le mauvais génie d'une société industrielle toujours plus insidieusement totalitaire. C'est une raison essentielle de s'opposer à un éventuel dix-huit Brumaire, même si notre Directoire pourrait à vue d'œil.

Jacques BLANGY

état contre université

Mme Saunier-Seïté, qui est une femme de caractère, a-t-elle décidé de se venger de l'affront que lui ont fait ses administrés rebelles du printemps dernier ? Un bref examen de la situation des diverses universités pourrait le faire croire.

Plus les grèves ont été longues, et plus les mesures de rétorsion semblent fortes. Nanterre-Droit (décidément dans le collimateur du secrétaire d'Etat !) est victime de manœuvres destinées à la vider de ses étudiants et de ses professeurs.

Ainsi, la « déssectorisation » autorise les étudiants du secteur géographique de Nanterre à s'inscrire dans l'université de leur choix, en vertu d'une faveur unique dans la région parisienne !

De même, la douce Alice a piégé les enseignants de Nanterre en leur proposant des postes à Paris (acceptés avec empressement !) avant de leur faire savoir qu'un professeur enseignant « intra-muros » n'a pas le droit d'enseigner « extra-muros » en vertu d'un texte exhumé pour la circonstance. Cette désorganisation complète d'une U.E.R. de Droit est d'autant plus scandaleuse que la qualité de l'enseignement n'a jamais été remise en cause : Nanterre délivrait même dans certaines spécialités (comme le droit fiscal), des diplômes très cotés sur le marché de l'emploi, et dont la faculté d'Assas n'avait pas — jusqu'à présent — l'équivalent. A Toulouse et Amiens, on observe des manœuvres semblables.

C'est bien la preuve que le gouvernement a décidé d'écraser à n'importe quel prix (pour l'Université) le mouvement étudiant, partout où sa virulence pourrait faire craindre l'étincelle d'un nouveau mai 68.

Mais on s'aperçoit que nombreux sont les établissements beaucoup plus sages qui pâtissent de la diminution de leurs moyens financiers. Un peu partout, des heures « supplémentaires » de cours devront être supprimées. Pour éviter la surcharge des travaux dirigés, la clôture des inscriptions intervient alors avant les dates prévues, comme à l'U.E.R. de gestion de Dauphine. Ou bien l'on se demande un instant s'il ne faut pas limiter le droit des redoublants à se réinscrire en première année (faculté de Droit de Sceaux).

En additionnant toutes ces mesures, on s'aperçoit en fait très clairement qu'il y a une politique délibérée de destruction de l'Uni-

versité. Même un Maurice Duverger le dit dans son langage académique : « Tout se passe... comme si le gouvernement avait pris son parti du déclin des universités et s'il s'efforçait même de l'accélérer. » (1).

On comprend la démission fracassante de l'universitaire Jean-Louis Quermonne de sa fonction de directeur des enseignements supérieurs. D'après M. Quermonne, les restrictions de crédits, l'absence de stratégie universitaire vont réduire les universités à des garderies pour adolescents prolongés. Mais cela constitue une erreur grave car « un jour ou l'autre, ces faux étudiants... prendraient conscience de leur situation et susciteraient par leur contestation une



nouvelle crise violente qui aurait certainement des répercussions politiques » (2). Mais chacun sait que le régime giscardien privé de tout consensus et indécis par nature est incapable de toute stratégie à long terme. Tant pis pour l'enseignement supérieur ! Quant à la Gauche du Programme commun, elle se targue de ce consensus pour appliquer ses réformes trop proches, comme le rappelle M. Quermonne dans son interview, de

celles voulues par Mme Saunier-Seïté.

L'U.N.E.F.-Communiste et le Co-S.E.F. (3) savent ce qu'il en coûte de ne pas prendre les étudiants au sérieux et de tenter de les manipuler.

COLLECTIF N.A.F.-U.

(1) Le Monde, 29 septembre 1976.

(2) Le Monde de l'Education, octobre 1976.

(3) Co-S.E.F. : Comité pour un Syndicat des Etudiants de France, tentative manquée du P.S. pour créer un syndicat étudiant socialiste.

corse : le pourrissement

Corse : une nouvelle Algérie ?

Quelques jours avant le soulèvement de l'Aurès en 1954, l'ethnologue Jean Servier, entrant dans une épicerie pour demander en toute innocence un « bic » suscita la colère de l'épicier qui croyait s'entendre traiter une fois de plus de « bicot ». Toutes proportions gardées, l'affaire des légionnaires, assassins de Bustanico, constitue le même syndrome d'une révolte qui pourrait, demain, ensanglanter la Corse.

De quoi s'agit-il au départ ? D'une banale histoire de droit commun. Deux légionnaires déserteurs, peut-être déboussolés par le rythme abusif d'un entraînement militaire qui tient lieu de dérivatif à un corps prestigieux et actuellement inutile, assassinent deux bergers corses. Malheureusement, ces deux bergers font figure de symboles. Ils étaient les deux derniers bergers d'un village agonisant qui a perdu les cinq sixièmes de la population depuis le début du siècle. Ils sont devenus aussitôt les archétypes de la Corse vidée de sa substance et dont les fils sont contraints à s'expatrier.

La Légion, a contrario, apparaît comme l'occupante étrangère à

l'île, au même titre que les pieds-noirs et la main-d'œuvre nord-africaine installés en Corse depuis une dizaine d'années.

Dès lors, les maladresses et les actions de têtes brûlées des autonomistes corses sont oubliées : alors que la population avait massivement désapprouvé l'incendie d'une cave viticole pour le premier anniversaire d'Aléria et la destruction du Boeing d'Air France, elle se redécouvre solidaire des deux victimes. Deux mille personnes étaient présentes à l'enterrement et les manifestations exigeant le départ de la Légion se sont multipliées.

Cela prouve que le gouvernement n'a guère su utiliser le répit qui lui avait été laissé après Aléria pour modifier le climat psychologique de l'île. Un élément à son actif cependant : la poursuite de la « baléarisation » touristique de l'île a été suspendue. Cela ne signifie pas pour autant que la mise en coupe réglée des charmes de l'île de Beauté par les groupes capitalistes soit un danger définitivement écarté.

Quant aux autres mesures, elles

se sont révélées ambivalentes ou inefficaces. Ambivalente, la « continuité territoriale » qui freine la hausse des prix de détail mais permet, grâce à l'abaissement des prix de transports maritimes, aux entreprises du « continent » de concurrencer un peu plus sûrement la production corse. Inefficace dans le long terme la nomination à Ajaccio et à Corte d'un préfet et d'un sous-préfet corses : ils restent les agents d'un pouvoir central qui se refuse à laisser les habitants de l'île organiser à leur guise leur économie et leur vie quotidienne.

Une année de perdue donc... et une dégradation dangereuse du climat psychologique. Le plus grave est que la population dominée par des réactions passionnelles risque de suivre les chefs autonomistes jusque dans leurs folies. C'est ainsi que les problèmes deviennent insolubles. Laisser faire et faire pourrir, telle est la non-tactique giscardienne. Nous vaudra-t-elle demain une nouvelle affaire algérienne dans ce pays naguère encore éperdument amoureux de la France ?

Paul MAISONBLANCHE

la social-démocratie en difficulté

La social-démocratie s'avère incapable de proposer un projet à des peuples qu'elle enlise dans un goulag aseptisé.

Depuis près de quarante-quatre ans, le parti social démocrate gouvernait la Suède. Il faut convenir que ce n'est pas si mal. Et avant même d'analyser le pourquoi du ras le bol qui a mis fin à son pouvoir, il importe de voir quel rôle historique il a joué ; Jean Charlot a pu établir entre la social démocratie suédoise et le phénomène gaulliste un rapport en formulant l'idée que l'une et l'autre avait correspondu avec un phénomène de révolution industrielle à l'intérieur du pays. Cela peut expliquer comment dans l'esprit des citoyens, le régime est crédité de tous les avantages du développement économique. Et comment d'un autre côté, on peut considérer que la social-démocratie meurt de son propre succès. Poursuivant son projet réformiste par la voie électorale et pacifique (thèse de Lassale contre Marx, de Jaurès contre Guesde) elle avait fait le pari d'apporter à la majorité des citoyens la prospérité économique. Le pari a été tenu, en Europe, sous des gouvernements socialistes ou à participation socialiste. Il reste des îlots de pauvreté. En gros le but a été atteint. Pourtant les jeunes socialistes ne voient plus aujourd'hui la différence d'avec les autres systèmes de gestion. Mais la social-démocratie qui n'a plus de projet est du coup victime de son succès.

Les jeunes générations reprochent à leurs aînés d'avoir préféré la marche à la prospérité à la marche à l'égalité. Au même moment, la majorité de la population est tentée, au contraire, de reprocher au pouvoir une trop grande bureaucratie, un effort fiscal trop important. D'où les deux démarches opposées d'Olof Palme et d'Helmut Schmidt, le premier essayant de suivre les jeunes de son parti, le second se rendant à l'appel de la majorité. Et Olof Palme tombe au moment où il voulait tenter la socialisation des moyens de production. Un seuil a été atteint que les individus refusent, et qui ne pouvait être franchi que par la

contrainte. A ce niveau, Marx a raison contre Lassale.

LE RAS LE BOL SUEDOIS

Donc, usure du pouvoir, fin d'une étape réussie ; il faut aussi évoquer le ras le bol suédois, évident depuis plusieurs années. Quelques grands phénomènes commençaient à inquiéter sérieusement les Suédois ; surtout la bureaucratie étouffante du parti liée à un conformisme idéologique inacceptable. On n'a pas idée du bourrage de crâne dans l'enseignement inculqué avec les raffinements de la persuasion clandestine. Ainsi tout est fait pour « libérer » l'enfant de toutes les autorités traditionnelles, sauf une : la hiérarchie syndicale absolument indiscutable. Dans le système d'éducation, tout ce qui pourrait être taxé d'individualisme est sacrifié au culte du collectif.

Il faut savoir que, sous l'aspect formel de la liberté de la presse, règne une prodigieuse contrainte. Pour être journaliste, il faut passer dans une école de journalisme où l'on est obligatoirement syndiqué. Or, il n'y a qu'un syndicat qui est celui du parti socialiste. Qu'il n'y ait pas dans la presse de véritable débat sur des problèmes de fond ne doit pas pas étonner. Certains sujets sont tabous. Rien ne déborde les structures mentales établies.

Ce qui est grave c'est que, malgré la défaite de Palme, le modèle suédois ne sera pas remis en question. On refusera quelques excès, mais on ne mettra rien de fondamental en cause. Voilà qui ne doit pas nous réjouir dans la mesure où nous sommes menacés de ce Goulag aseptisé et indolore. Bien sûr, il existe des voies d'échappement : la liberté sexuelle par exemple. Sans cela, ce serait l'explosion. Mais de libertés réelles, point. De responsabilités pour d'authentiques citoyens, néant. La bureaucratie est incapable d'accorder des libertés, mais seulement des licences. Il n'y a plus d'initiatives avec ce magma d'assistés. D'où un ennui conforté par un conformisme ahurissant.



ET L'ALLEMAGNE ?

Ce n'est pas l'ennui qui caractérise l'Allemagne, mais une sorte de désespérance qui est créée par sa situation fondamentale. Les Allemands de l'Ouest ne voient plus aujourd'hui la possibilité d'une réunification. En vingt ans, l'Allemagne de l'Est leur est devenue étrangère. Les mœurs, les mentalités ont créé deux identités fondamentalement hétérogènes. C'est un phénomène nouveau. D'autre part, l'Allemagne de l'Ouest ne peut être nationaliste, elle concentre tout son dynamisme dans son activité économique. Elle s'enfonce dans sa richesse. A terme, cela peut déboucher sur n'importe quoi : un effondrement complet par exemple. Au taux actuel de décélération démographique, la R.F.A. aura perdu cinq millions d'habitants d'ici à la fin du siècle. Il y a là un signe... Peut-on jurer qu'une nouvelle aventure ne naîtra pas de ce désenchantement ? Imaginons un effondrement de l'empire soviétique d'ici quinze ou vingt ans, en sui-

vant l'hypothèse d'Amalrik : qui nous dit que la R.F.A. ne tentera pas de récupérer la R.D.A. par la force ?

Pour le moment, le seul élément de stabilité, pour les Allemands de l'Ouest, c'est leur prospérité. Entre les deux grands partis, les différences sont assez minces : quelques querelles sur la gestion économique, un peu plus ou un peu moins de dirigisme. Mais sur le reste, les grandes options de politique étrangère en particulier, il n'y a pas de débat important. Ce sont les conditions géopolitiques qui commandent impérativement la conduite des affaires.

L'ANGOISSE

Que M. Olof Palme soit pour le moment défait, que M. Helmut Schmidt l'emporte d'une courte tête, cela change en définitive peu de chose au débat de fond. L'Allemagne reste, en dépit de tout, le grand problème européen.

En dépit des convulsions de ce siècle, rien n'a donc changé et nous avons à considérer les Allemands avec la même attention anxieuse. En ce qui concerne l'avenir de la civilisation, nous n'avons pas à nous réjouir beaucoup plus. Il n'y a pas de modèle de rechange à la social-démocratie actuellement en Europe du Nord. Ce n'est pas le succès de l'opposition bourgeoise en Suède, la remontée de la démocratie chrétienne en Allemagne (avec son succès prodigieux du côté de la jeunesse) qui doivent nous tromper. Rien ne fait vraiment obstacle à la réalisation du Goulag sophistiqué, de la mort de l'esprit et des libertés. Le seul garde-fou des peuples nordiques (Allemagne exclue), c'est leur monarchie. Les socio-démocrates se sont employés à réduire à l'extrême ses prérogatives. N'empêche, il y a peut-être un peu d'espoir de ce côté. La fidélité des peuples du Nord à leurs princes peut être le gage d'une libération face à un conformisme idéologique et bureaucratique qui demain pourrait anéantir jusqu'à leur âme.

Michel TOURON



par
gérard
leclerc

une révolution contre le totalitarisme

Nos lecteurs se souviennent peut-être du constat auquel étaient parvenus Christian Jambet et Guy Lardreau, les auteurs de *l'Ange* (1) : toute révolution de type classique (ou idéologique) aboutit à un simple changement de despotisme. L'histoire le montre avec suffisamment de cruauté, le nouveau despotisme est souvent pire que celui auquel il s'est substitué. La question se pose alors : faut-il décidément renoncer à toute entreprise révolutionnaire ? Ainsi que le remarque l'éditorialiste d'*Esprit* dans un numéro consacré à *Révolution et Totalitarisme* (2) : « *L'intelligentsia à la mode affiche désormais plus volontiers les « déceptions » que lui causent les révolutions que son enthousiasme pour elles. Les désastreux succès des révolutions du xx^e siècle ont fini par troubler les gens les mieux installés dans l'attente eschatologique du « vrai socialisme ». Il n'empêche : une passion révolutionnaire renaît sans cesse comme les orties dans les jardins, malgré les efforts désabusés des démystificateurs.* » Chez les auteurs de *l'Ange*, la passion révolutionnaire, loin de s'être éteinte, s'est en quelque sorte absolutisée en se vouant à une révolution culturelle qui ne vise rien moins que le passage de l'humanité à une étrange sainteté.

Il faut attendre la suite annoncée qui précisera la traduction politique de cette révolution de fond. Mais avant même de prendre connaissance du projet, on pressent quelles difficultés ont à affronter nos deux ex-maos dans sa mise au point. Le plus redoutable serait en somme de fonder le despotisme absolu. La dictature de la vertu est peut-être la pire, et la cité des Parfaits la plus impossible invention d'un orgueil qui finira dans le sang. A ce propos, le numéro d'*Esprit*, et

singulièrement Marc Richir insiste avec force sur ce qui pourrait bien être le fin mot du totalitarisme, c'est-à-dire la résorption par le politique de la transcendance. Cette transcendance n'est d'ailleurs pas forcément le religieux ou le métaphysique. Elle peut consister simplement dans l'autonomie humaine, la faculté de prendre ses distances, celle de dire non. « *Pourquoi, écrit Richir, le totalitarisme institué par la révolution « socialiste » paraît-il si inhumain ? Sans aucun doute à cause de ses effets réels (la Terreur, les exécutions et déportations en masse, etc.). Mais aussi sans doute par là qu'il appartient à l'essence de l'homme de se diriger, de s'orienter sur la transcendance théorique, c'est-à-dire dans notre langage sur la transcendance théorique radicale, de son imaginaire.* » Celle-ci fait partie intégrante de sa vie. Sa privation mutile profondément la personne. En le faisant échapper aux processus de socialisation totale, l'imaginaire sauve l'élément « sauvage » ou « barbare » qui donne une radicale autonomie par rapport au social.

Pourtant cette transcendance donne également la possibilité d'inventer un futur qui ne soit pas la pure répétition d'hier, de préparer les changements nécessaires qui peuvent être radicaux. Dans une réflexion sur l'utopie et le millénarisme, j'ai déjà exprimé ici (3) comment je concevais une histoire soulevée par le levain de l'espérance mais toujours relativisée par cette même espérance qui sait qu'ici bas nous n'avons pas de demeure permanente.

PAR DE COMMENCEMENT ABSOLU

Croire que l'on va réaliser dès maintenant la cité parfaite, c'est tuer tout devenir, c'est également concevoir un recommencement absolu et du même coup vouloir abolir le passé. Mais cela revient au même. Comme le note Paul Thibaud : « *Sans doute n'engendre-t-on le nouveau qu'en présence de l'ancien, qui n'est pas une norme mais une source inépuisable de suggestions et d'identifications.* » Au demeurant, tout progrès décisif n'est-il pas le couronnement heureux d'un héritage ? Un historien comme François Furet part en guerre contre l'histoire de gauche ou de droite qui s'identifiant trop bien aux acteurs (que ce soit pour les glorifier ou les maudire) considère la révolution française comme un phénomène absolument inouï, merveilleux ou diabolique. Cette histoire-là continue de participer au psychodrame révolutionnaire. Elle n'a pas pris ses distances pour constater que les phénomènes de fond s'expliquaient sans doute mieux par la continuité de certaines tendances que par des ruptures. Cette vision-là est celle de Tocqueville qui exagère sans doute en sens inverse. Mais il faut prendre garde au « surinvestissement psychologique » qui caractérise les grandes périodes d'agitation. Il peut cacher les véritables mutations.

L'esprit révolutionnaire qui a, sans doute, son origine dans la transcendance humaine et l'eschatologie chrétienne, ne peut éviter le totalitarisme que par l'humilité de l'incarnation historique. Cette incarnation est la matrice hors de laquelle sont engendrés uniquement des monstres.

L'EXPERIENCE DES PEUPLES DE L'EST

Une des contributions les plus intéressantes au numéro d'*Esprit* vient d'Akos Puskas, hongrois émigré en France à la suite de la révolte de 1956. Elle montre comment l'épreuve du totalitarisme, avec l'espérance avortée d'une société plus juste a fait mûrir les peuples opprimés et les a mis sur le chemin d'une révolution d'un type nouveau. Résumons en

quelques traits comment se caractérise cette nouvelle pratique politique qui vise à des changements radicaux sans tuer la liberté :

1) Une *spontanéité réfléchie* tend à se substituer au spontanisme souvent aveugle et brouillon des entreprises subversives. C'est que l'apprentissage de la liberté s'est fait dans la douleur, et que cette liberté au lieu d'être débridée a d'emblée son orientation pratique et éthique.

2) L'immense majorité de la population participe au mouvement. Ancien des classes aristocratiques, comme anciens membres de l'appareil se retrouvent fédérés dans un ensemble où l'extrémisme tend à s'émousser, l'idéologie ayant perdu de son prestige. « *Déclassement, travail, solidarité, prison, sens de la justice (et de la révolution) ont opéré de vraies conversions de gens proches de l'ancien et du nouveau pouvoir. Les communistes, en principe les sociaux-démocrates, les nationaux paysans et les petits propriétaires au moment de participer ensemble au gouvernement Nagy, ressemblent bien peu aux adversaires parfois bornés qu'ils étaient avant de sombrer...* ».

3) Le sens de la solidarité établit une mesure entre la pluralité des aspirations, celle des ensembles sociaux et la nécessaire unité. Pas besoin de la contrainte étatique pour ce faire : structures horizontales et verticales viennent se compléter : *alliance de classes, coalitions de partis, organisations par branches, consultations des intéressés, expressions parallèles.*

4) « *Les révolutions est-européennes contrôlent la violence, la réduisent au nécessaire, sinon à moins encore. La vengeance pourrait l'expliquer — mais réengager le cycle par cette contre-répression semble au-dessous de ce que communément on exige de soi après une cure totalitaire complète en Europe. Ses justifications manichéennes sont discréditées également. Il est donc encore moins question de l'installer dans les rapports permanents entre groupes et pouvoir. Ce qui ne signifie pas une paix sans principes, à la bourgeoise : on est trop averti pour croire qu'il n'existe pas de valeur supérieure à la vie. Mais toute détermination ne passe pas par la mort... de l'autre.* »

On excusera ces longues citations. Mais elles me semblent capitales, même si je pourrais les assortir de multiples réserves. On dira sans doute que c'est trop beau. Mais l'épreuve inouïe ne peut-elle pas déboucher sur une nouvelle sagesse populaire ? On dira aussi qu'à mesure que l'oppression et la terreur d'hier s'estomperont, quelques autres démons rejailliront de terre. C'est très possible, mais pourquoi ne pas profiter au maximum des moments privilégiés. Ils pèseront quand même sur le futur. Et puis rien n'empêchera d'assurer l'avenir en fondant de nouvelles légitimités. Et pour nous qui n'avons pas eu si longtemps à subir l'épreuve ? Il nous reste à retenir la leçon d'une révolution non totalitaire qui suppose le consentement populaire, une spontanéité vraie, le sens des solidarités et le refus de la guerre civile. Mais la condition de tout cela n'est-il pas pour nous l'amitié nationale confortée par une légitimité historique ?

Gérard LECLERC

(1) N.A.F. n° 224 du 21 avril 1976.
(2) Revue *Esprit* - novembre 1976 - « *Révolution et Totalitarisme* ».
(3) N.A.F. n° 153 du 3 avril 1974.



océan 1

Le voyage de Giscard d'Estaing à la Réunion sera-t-il le point de départ d'une action politique française globale et cohérente dans l'océan Indien ? On peut en douter.

Le 16 décembre 1971, l'Assemblée Générale de l'O.N.U. adoptait la résolution 2832 par laquelle l'océan Indien était « désigné à jamais comme une zone de paix ». Moins de cinq ans après, les super-puissances s'opposent, plus que jamais, pour s'assurer le contrôle de cette région en y déployant d'impressionnants moyens militaires. Ainsi, sont relégués, comme à l'habitude, les décisions des Nations unies au musée des bons sentiments que sont devenues les salles d'archives du siège de cette institution à New York.

A l'occasion du voyage de Giscard à la Réunion, le 17 octobre, les Français vont avoir, plus ou moins distraitemment, les yeux tournés en direction de cette région, dans laquelle notre pays est présent sous de multiples formes depuis plusieurs siècles, et qui connaît depuis quelques années des mutations politiques considérables.

En 1914, deux Etats souverains bordaient l'océan Indien contre trente-six aujourd'hui. En moins de deux ans, les Comores se sont acheminées vers l'indépendance, Madagascar a glissé vers un régime « révolutionnaire », le Mozambique s'est séparé du Portugal. Il y a quelques semaines enfin les Seychelles sont devenues un Etat souverain.

UNE REGION FRANCOPHONE

Il est évident qu'une telle évolution pose des problèmes à la France qui ne peut se retirer simplement de cette région pour au moins deux raisons majeures, en laissant les deux grands impérialismes se mesurer par escadres interposées.

En premier lieu, notre pays est puissance riveraine par ses deux départements de la Réunion et de Mayotte. Dans ce cadre, elle se doit d'exercer tous les droits qui découlent de la souveraineté nationale. Ces droits, elle doit aussi les exercer pleinement sur les îles françaises de la région, qui n'ont pas un statut administratif très précis, telles Juan de Nova, Europa, Les Glorieuses ou Tromelin, mais dont l'intérêt prend un relief nouveau avec la mise en vigueur de la nouvelle notion internationale de « Zone économique de 200 miles marins ».

La deuxième raison s'inscrit tout naturellement dans la vocation traditionnelle de présence de notre pays à travers le monde, et surtout dans cette région, qui, sous l'Empire, portait le nom d'« Iles Françaises Orientales ». Notre langue, dans ce coin de globe, est le bien commun et le lien qui unit encore des pays si différents les uns des autres, que ce soit les Comores qui appartiennent, de longue date, au monde islamique, Madagascar si fortement marqué par l'apport extrême-oriental, puis plus récemment par le christianisme, enfin les Mascareignes, les Seychelles, les Chagos où, malgré le passage de l'Anglais et l'immigration très importante d'une population indo-pakistanaise, la France est à l'origine de tout (1).

Deux excellentes raisons, mais dont chacune serait suffisante, qui nous faisaient obligation d'aller voir et de rapporter pour la N.A.F. quelques impressions de voyage.

DE DJIBOUTI AUX SEYCHELLES

Depuis que la longue et captivante approche par bateau n'existe plus, un voyage dans l'océan Indien commence réellement à Djibouti.

Djibouti, encore français pour quelques mois en attendant l'indépendance, les luttes tribales exacerbées... et l'anschluss des militaires éthiopiens.

De Djibouti à Mogadiscio, le trajet est relativement court et monotone, du désert, rien que le désert. Puis, sans transition, sitôt passée la capitale de la Somalie, c'est l'éblouissement de l'océan. Un bleu intense dans lequel le Boeing laisse sa double traînée blanche qui se reflète loin dans les flots, jusqu'à l'approche des Seychelles.

Les Seychelles, 92 îles ou îlots, 60 000 habitants qui se partagent 300 km² de basalte et de corail et des noms qui chantent à nos oreilles : Mahé, Praslin, Silhouette, La Digue. Qui se souvient que l'archipel doit son nom à un Intendant des Finances de Louis XV ? Ici, on est « en famille » et un simple fait suffira à montrer à quel point la France était attendue par ce pays qui, le 28 juin dernier, a accédé à la souveraineté nationale. Le premier acte politique intérieure de la jeune république a été de procé-

der à un aménagement constitutionnel faisant du Français — la langue populaire — la deuxième langue officielle du pays, à côté de l'Anglais. C'est avec beaucoup d'intérêt qu'il conviendra de suivre le développement de l'archipel qui doit faire face à d'importants problèmes. Jusqu'à quand tiendra la coopération politique entre le libéral Président de la République, M. James Manchon, leader de « Seychelles Democratic Party » et son Premier ministre socialiste, M. Albert René, chef du « Seychelles People's United Party » ? Les échéances économiques sont proches, le pays importe dix fois plus qu'il n'exporte, la Grande-Bretagne comble actuellement la différence, jusqu'à quand ? Bon vent tout de même à nos lointains cousins et pour nous, des retrouvailles à ne pas manquer.

DE MAURICE A BOURBON

Arriver à Maurice par avion est un spectacle saisissant. Se peut-il trouver, ailleurs qu'ici, une mer aussi verte, d'un vert aux nuances infinies, du plus tendre au plus profond qui prolonge dans un grandiose camaïeu, le couvert végétal d'une île où domine la canne à sucre. L'ancienne Ile de France ne peut laisser indifférent : séduisante, complexe, captivante jusque dans la crasse sordide de Port-Louis, sa capitale, étrange mélange de Calcutta et de Nouvelle-Orléans, où l'on roule à gauche, compte en roupies, mais aussi en sous, mesure en pieds, mais aussi en toises et en perches.

Point de rencontre de l'Occident et de l'Orient : le dimanche, la cathédrale s'emplit d'une foule de

fidèles où les saris de femmes, aux multiples couleurs, sont plus nombreux que robes et tailleurs. Et tous ces gens-là prient sous les statues de saint Louis et de Jeanne d'Arc.

Il est midi, au « Carry Poulet », j'y retrouve un interlocuteur de choix. Impressionnant colosse d'une trentaine d'années, Jean-Pierre Lenoir, franco-mauricien, rédacteur en chef du « Cernéen » qui est, comme chacun l'ignore, le vicedoyen de la presse quotidienne française (création 1832) a accepté de répondre à mes questions. Je dois préciser cependant, qu'avant de commencer mon interrogatoire, je dois moi-même répondre à une double question : Comment va la N.A.F. ? Et Pierre Boutang ? Va-t-il pouvoir enseigner en Sorbonne ? Oui, à 13 000 km de Paris, dans cette île perdue de l'océan Indien, on trouve des gens heureux d'apprendre que la N.A.F. est toujours là. Mais où en est Maurice ?

Les lampions sont éteints. En fait, y a-t-il eu véritablement des lampions allumés pour accueillir le 13^e sommet de l'O.U.A. qui s'est tenu en juin dans l'île : Idi Amin Dada, le bourreau des Indiens de l'Ouganda, y a transmis la présidence de l'Organisation à Sir Seewoosagur Rengoolan, Premier ministre d'une île peuplée en grande partie d'habitants d'origine indienne... et qui n'avaient rien oublié.

Ce succès personnel de Sir Rengoolan n'a estompé, que pour quelques semaines, les graves problèmes économiques de l'île. Celle-ci vit de plus en « état d'exception » depuis plusieurs années, et



SIR RANGOOLAN

l indien 976

le Parlement élu en 1967 (un an avant l'indépendance) n'a toujours pas été renouvelé. La vie politique locale, c'est actuellement Byzance sous les cocotiers. Trois partis dominent.

Pro-occidental, le « parti mauricien social démocrate » est dirigé par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Gaétan Duval. La personnalité de Duval est complexe. Véritable magnétiseur de foule, tribun incomparable, ce muscadin flamboyant exerce une véritable séduction. On lui reproche une vie privée assez spéciale « Si encore c'était avec des femmes... » et une gestion désastreuse des finances dans les villes tenues par ses partisans. En tout cas, un homme peu banal.

Le « mouvement militant mauricien », quant à lui, de stricte observance marxiste — version soviétique — est numériquement faible, mais composé d'éléments « durs », énergiquement conduits par le franco-mauricien Paul Bérenger, doctrinaire sectaire, de la graine de Staline.

Enfin, le « parti travailliste » de Sir Rangoolan. Il pratique théoriquement un socialisme à la Sénégalaise, sans que l'on sache bien ce que ce terme recouvre dans un pays dont 97 % des exportations sont représentées par le sucre, mais dont 21 usines de production sur les 22 sont dans les mains de sociétés de type capitaliste.

Situation sociale tendue, grèves fréquentes, horizon politique incertain : où va Maurice qui, par suite de son appartenance à l'O.U.A., se voit actuellement obligée de prendre des décisions totalement contraires à ses intérêts immédiats en rompant progressivement avec l'Afrique du Sud, son interlocuteur économique privilégié. A Port-Louis, à Mahébourg, à Curepipe, bien des gens se posent la question, personne n'y répond, l'inquiétude est devenue reine des lieux...

UNE FAÇON REUNIONNAISE D'ÊTRE FRANÇAIS ?

Dès l'arrivée à Gillot, tous les signes d'une société d'abondance éclatent : aérogare, somptueuse autoroute, échangeurs compliqués, circulation automobile d'une saisissante densité qui donne tout son sens à la stupide déclaration de Stirn, faite à Saint-Denis dans le courant de l'été :

« La départementalisation doit donner le même genre de vie qu'en Métropole ». Monumentale imbécillité proférée par un dandy incon-

séquent. Du genre de vie métropolitain, La Réunion n'en possède que les apparences les plus futiles. Mais le déséquilibre économique et social est au moins aussi grave qu'il y a quatre ans lorsque nous avions consacré un dossier dans la N.A.F. à l'ancienne île Bourbon (2). Passif inquiétant qui réserve quel avenir à la Réunion ?

Celui-ci n'est en fait nullement réduit à un choix entre une départementalisation destructrice de la personnalité réunionnaise et une indépendance misérable. Pourquoi ne pas imaginer une « manière réunionnaise d'être français » comme le propose l'équipe courageuse et lucide qui anime le journal « Le Progrès » et tente à Bourbon une expérience analogue à celle poursuivie par la N.A.F. au plan national ?

MADAGASCAR : TOTALITARISME ET PENURIE

Une heure de vol à peine et la longue côte rectiligne de l'Etat de Madagascar s'offre à nos yeux. Longtemps, des dizaines de milliers de nos compatriotes ont harmonieusement cohabité avec un peuple malgache si attachant dans sa diversité. C'est la fin. Insensiblement mais inexorablement le totalitarisme s'installe dans l'île ; l'instauration du parti unique est pratiquement devenue réalité avec référence permanente à Kim Il Sung, guide « éclairé » de la Corée du Nord.

L'actuel Président malgache, Didier Ratsiraka, comme tant de ses homologues africains, rêve de faire de Tananarive — qui vient de reprendre son nom d'origine — la capitale de l'« Afrique militante » avec pour but avoué « l'accélération de la révolution africaine et mondiale ».

Les discours sont ronflants, les réceptions des « frères révolutionnaires » nombreuses, mais ce pays traditionnellement exportateur de riz et viande, se trouve dans l'obligation d'importer ces deux denrées de base. Les lendemains ne sont pas forcément radieux pour Madagascar : là encore, malgré les apparences, rien ne semble stabilisé.

LE GACHIS COMORIEN

Le Boeing passe vite au-dessus des Comores, plus vite que les regrets que j'éprouve en songeant à la façon dont notre gouvernement a gâché les chances de la France et celles des Comores dans l'archipel. Après le retrait brutal et mesquin de nos fonctionnaires rem-

placés tant bien que mal par des Belges, le nouvel Etat indépendant essaie vaille que vaille de s'organiser. La Suisse pacifique — par l'intermédiaire de ses banques, finance la constitution de l'armée comorienne qui sera équipée de canon « Oerlikon » (de fabrication suisse). Le Koweït finance la construction d'une route, la Libye, celle d'une mosquée, l'U.R.S.S. a promis des roubles et peut-être des chasse-neige, comme en Guinée. Et le problème de Mayotte est loin d'être réglé. Ce nouveau (et provisoire ?) département français vit dans l'inquiétude depuis la nomination aux Affaires étrangères de Guiringaud qui nie la qualité de Français aux Mahorais. L'accueil mitigé réservé à Stirn, lors de son voyage dans l'île, en est le signe.

Quelle interprétation donner à ce mouvement d'humeur ! On a parlé de l'impatience des Mahorais à voir se concrétiser certains projets, en particulier le désenclavement de l'île par rapport à La Réunion et à la Métropole. N'est-ce pas plus précisément la crainte de nos compatriotes de devenir, à brève échéance, les harkis de l'océan Indien ?

Une bonne note cependant dans tout cela. Mieux inspiré que son ministre de tutelle, lors de la conférence de presse tenue à l'occasion de sa prise de fonctions, le Préfet de Mayotte a déclaré que le développement de l'île devait « se faire en harmonie avec la tradition et le genre de vie des Mahorais, afin qu'ils ne deviennent pas des étrangers dans leur propre pays ». Excellent programme... dont on souhaite qu'il ne reste pas lettre morte !

LA FRANCE NE DOIT PLUS DECEVOIR !

Malgré toutes les erreurs de ses gouvernements, la France souvent idéalisée par les habitants de l'océan Indien, a encore une carte

à jouer à condition d'être attentive aux besoins réels de ces peuples.

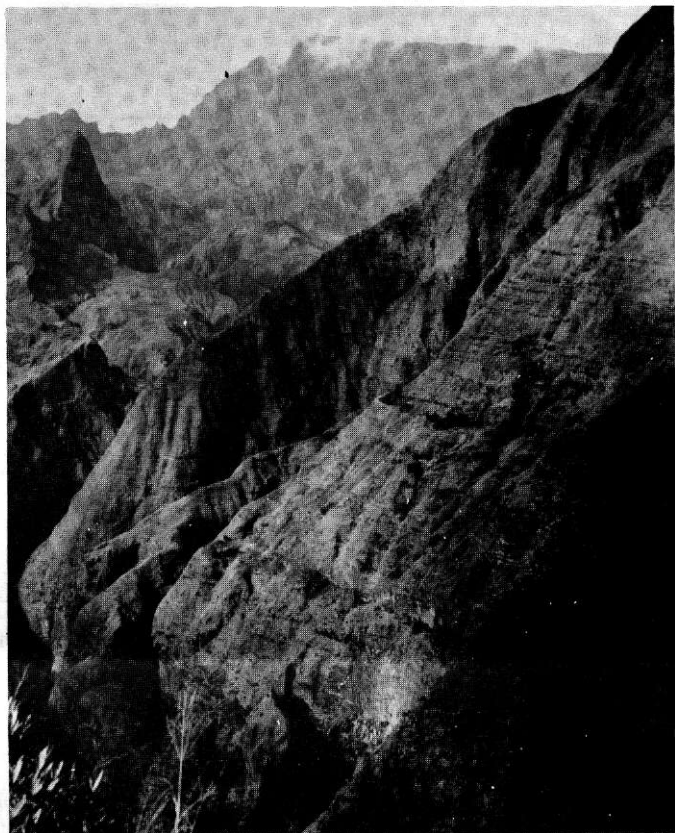
Est-elle sur la bonne voie ? Je reste sceptique lorsque, par exemple, on constate l'état de délabrement du Centre Culturel Français de Port-Louis. De même, notre pays finance la réalisation de l'infrastructure T.V. à Maurice ; mais les programmes, eux, seront d'origine anglaise ou indienne. Au moment où, dans les administrations françaises, on se plaît à utiliser la méthode de rationalisation des choix budgétaires pour opérer certains arbitrages, il n'est jamais venu à l'esprit d'un fonctionnaire des Affaires étrangères qu'une subvention de quelques dizaines de milliers de francs suffiraient pour permettre aux Mauriciens d'acheter des journaux français, au même tarif que les journaux anglais ou indiens... Tout est à l'avenant.

En août, notre pays a financé, pour 700 millions de centimes, la construction d'une porcherie modèle dans l'ancienne île de France. C'est bien, mais comme J.-P. Lenoir me le faisait remarquer : « N'importe quel autre pays peut en faire autant ; nous, de la France, nous attendons cela certes, mais autre chose que seule elle peut donner, mais l'attente est longue. » Elle risque en outre d'être vaine. Une politique française dans l'océan Indien suppose, elle aussi, une conception capétienne du rôle international de la France et de la continuité du pouvoir à la tête de notre pays.

Michel FONTAURELLE

(1) En outre, la France a intérêt à préserver un minimum de présence militaire dans cette artère vitale de notre ravitaillement en pétrole. Ce qui nous permettrait sinon de prévenir une agression directe des U.S.A. ou de l'U.R.S.S. du moins de faire face à des tentatives de sabotage suscitées par Mozambiquais ou Malgaches interposés contre nos navires.

(2) N.A.F., n° 78, 25-10-1972, L'île de la Réunion. Voir également N.A.F. n° 208, 9-7-1975, Des D.O.M. et des T.O.M. pourquoi et comment ?





Avant même d'être mis en vente, le livre de Fred Zeller était célèbre, en raison des sanctions prises par le Grand Orient contre l'auteur.

Les mémoires de l'ancien Grand Maître étaient donc attendues, beaucoup escomptant des révélations croustillantes sur la Franc-Maçonnerie.

Disons tout de suite que les simples curieux seront déçus. Bien sûr, les dernières pages du livre portent sur l'évolution actuelle du Grand Orient — vieille pépinière d'hommes de gauche aujourd'hui tentée par le giscardisme. C'est intéressant mais pas nouveau : depuis un an, la presse a fait largement écho aux nouvelles orientations de la rue Cadet et aux troubles qu'elles susciteront chez les « frères ».

Voilà, du moins, qui bouscule quelques idées reçues sur le rôle « subversif » d'une franc-maçonnerie obligée, comme tout le monde, de faire son **aggiornamento**. Nous sommes loin du mytique « complot maçonnique » fustigé depuis des décennies par l'extrême-droite — et même de la « République maçonne » qui ne dura pas plus d'une dizaine d'années (1895-1905).

Cela dit, il n'est pas inintéressant de connaître les rites, les idées et les interrogations d'une société de pensée riche de 28 000 membres et qui, malgré les persécutions de l'Occupation, le retard idéologique et le poids des routines, semble connaître une nouvelle jeunesse. Fred Zeller n'est certainement pas étranger à cette renaissance maçonnique. Venu assez tardivement au Grand Orient, il lui a fait accomplir des changements qui l'ont sans doute sauvé de la décadence.

Un homme étonnant et attachant, ce Fred Zeller. Et la première partie du livre, où il raconte sa jeunesse socialiste et trotskyste, n'est pas la moins attachante : on connaît en général assez mal cette période du mouvement socialiste, marquée par le triomphe de la S.F.I.O. en 1936, mais aussi par des luttes de tendances très dures, conduisant certains au fascisme (exclusion des « néos » Déat et Marquet) et d'autres au trotskysme, comme Fred Zeller lui-même.

Le futur Grand Maître du Grand Orient aura même l'honneur de devenir, pour un court moment, le secrétaire du « prophète désarmé », alors réfugié en Norvège. Ce qui nous vaut un portrait excessivement chaleureux de Léon Davidovitch et Nathalia, tous deux vivant dans l'espoir d'une vraie révolution prolétarienne et charriant un demi-siècle de lutte révolutionnaire. Octobre mais aussi Cronstadt...

Puis c'est l'Occupation et la Résistance, la Libération et l'abandon par Fred Zeller d'un trotskysme engoncé dans son sectarisme. Il faudra Mai 1968 pour que ce courant renaisse, contre toute attente. Entre temps, Fred Zeller verra vieillir et mourir des socialistes désabusés, de Guy Mollet à Marceau Pivert, tandis que le groupe de ceux qui n'en peuvent plus du stalinisme se renforce autour d'Auguste Lecœur. Triste cohorte des laissés pour compte de l'idéal, écrivant quelques pages d'une histoire trop différente de celle qu'ils avaient rêvé à vingt ans.

Terrible moment, pour un militant, que celui où il faut faire le bilan d'une vie d'action. Mais pour Fred Zeller le temps des comptes n'est pas encore venu.

B. LA RICHARDAIS.

(1) Fred Zeller : *Trois points c'est tout* (Robert Laffont).

LA PESTE BLANCHE

COMMENT ÉVITER LE SUICIDE DE L'OCCIDENT

PIERRE CHAUNU / GEORGES SUFFERT

« Le plus terrible de tout le mal était le découragement. » (Thucydide, « La peste à Athènes ».)

Peste blanche, suicide de l'Occident. La lecture de la couverture me laissait perplexe, habitué que j'étais dans les ouvrages de sinistres ou de béatitudes. Il faut avouer que nos comiques à gages n'avaient pas chômé du « Choc du futur » à la « Tentation totalitaire » en passant par la lettre ouverte d'un Pauwels lénifiant.

Mais le Professeur Chaunu n'a aucun point commun avec ce catastrophisme publicitaire. Et de fait, son dernier livre est à la fois lucide, amer et plein d'une espérance raisonnée.

Qu'est-ce que la Peste blanche ? La désespérance généralisée. L'indifférence à la vie, le refus de tout système de valeurs, l'égoïsme présenté comme le plus raffiné des beaux-arts. Le dialogue tissé par Pierre Chaunu et Georges Suffert, tout au long du livre, reprend en l'augmentant et en le dépassant, les thèmes de l'entretien que l'auteur du « Temps des Réformes » avait eu avec la N.A.F. (1).

« Une génération sans mémoire vient de naître. » Ce constat résulte d'un faisceau d'indices. Tout d'abord la relation homme-objet est inversée : l'objet n'est plus ce qui libère mais ce qui asservit. Ensuite la notion de libération, c'est-à-dire de rupture, a remplacé celle de progrès, c'est-à-dire celle de continuité. Le progrès, en effet, n'est plus considéré comme le résultat d'efforts mais de revendications. La culture, attitude et raison, est devenue uniquement l'expression de nos instincts. Nos passions et nos spasmes s'y dévorent tour à tour. Et ce que Suffert appelle **« la naissance d'une ignorance sacralisée »** ou **« le jaillissement d'une pseudo-culture toute de bruits et de rumeurs, sans racine et sans mémoire »**, c'est notre civilisation du bidet et de la gaine scandale,

du dentifrice pour beau gosse et de la lessive d'abrutis, de la braquette et de la télé à répétition, des maternités doublées d'avortoirs qui banalisent le lâche infanticide.

Autre indice : la courbe démographique se désintègre. Ainsi en 2100, il pourrait ne plus y avoir que quelques Allemands au milieu de quinze à seize millions de Français. Significations des indices : liquidation d'un système de représentation du monde où l'idée de permanence a disparu. Tout, il est vrai, nous pousse à l'éphémère. Les médias d'abord : ils **« donnent aux événements quotidiens un retentissement sans commune mesure avec celui qu'ils avaient autrefois »** mais ne nous livrent que des instantanés de l'actualité où l'important a cédé le pas au pesant état commercial. La course à la croissance ensuite dans laquelle, de 1910 à 1962, chacun des deux blocs rivalise en techniques destinées à provoquer une consommation effrénée.

Enfin **« l'espèce de certitude intérieure qu'il suffit de demander pour obtenir (de l'argent à ceux qui en ont et des droits à la société qui en dispose comme elle veut puisqu'elle les garde volontairement cachés dans un placard), le tout sans effort à coup de manifestes et de média. »**

« Les bubons, et qu'en en finisse ! » Non. Nous pouvons penser autrement que les pestiférés de Camus, nous rappeler les grandes leçons de l'histoire. Pierre Chaunu préconise premièrement un renversement du rôle des médias, non plus rapporteurs de faits mais véritables informateurs et conseillers. Ce sont eux qui disposent du pouvoir le plus fort. Il faut **« jouer les médias gagnants au service de la vie »**. Secondement, il faut promouvoir une véritable politique de la famille. Juste un chiffre à propos du volume des transferts en faveur des enfants : 22 % du P.N.B. en 1946, 5,9 % en 1975.

« Il faut dire non à l'incohérence, non à la sottise, oui aux conditions permanentes du maintien d'une identité cohérente pour le progrès. Tout le reste en découle. »

Encore faut-il l'existence d'un Etat qui ait le sens de la durée et sache prendre en compte la trame multiséculaire de l'effort français. Nous en sommes loin.

Hubert CHARPENTIER

(1) N.A.F. n° 219 du 4 février 1976.

stop

librairie

Tous les ouvrages présentés dans ce numéro peuvent être commandés au journal. Joindre le règlement à la commande. Chèques et versements à l'ordre du Centre d'Etudes de l'Agora - C.C.P. Paris 10464-78 G.

Trois points c'est tout - Fred Zeller - franco 53 F.

La peste blanche - Pierre Chaunu et Georges Suffert - franco 40 F.

L'ange - Guy Lardreau et Ch. Jambet - franco 43 F.

1789 : la révolution flouée

Mgr le Comte de Paris, dans plusieurs textes et notamment son article paru dans « Le Monde » pour le septième centenaire de la mort de Saint Louis, prend soin de distinguer le « consensus » populaire de la désignation du Prince par le suffrage universel.

Il conteste la valeur de la seconde qui est « le fait de la compétition dans le style individualiste du siècle dernier », mais rappelle que sans le premier aucun pouvoir ne saurait durer. En 1975, dans une déclaration à « Points de Vue et Images du Monde », il a rappelé que les Bourbons ont péri à cause de leur impuissance à établir un dialogue avec la représentation nationale.

UN ETAT ROYAL PERFECTIONNISTE

Cette analyse résume, en effet, le drame de la monarchie au XVIII^e siècle, l'incapacité royale à donner à l'Etat un caractère représentatif est la conséquence paradoxale de l'effort fait par les rois de France pour libérer l'Etat des factions et assurer à celui-ci un rôle arbitral. Dans l'entretien qu'il nous a accordé et qui paraîtra dans notre prochain numéro, le professeur Chaunu, parodiant le jargon marxiste, parle du caractère profondément progressiste du régime royal français.

Et de fait, les rois de France ont mené une lutte multiséculaire contre les féodaux qui paralysaient l'Etat et ensanglantaient, de temps à autre, la France par leurs luttes civiles. Les guerres de religion, la minorité de Louis XIII firent apparaître que les Grands tentèrent alors d'utiliser les Etats Généraux, en 1614 comme en 1584, afin d'affaiblir le pouvoir royal et de mettre la main sur le gouvernement. La Monarchie en conçut une aversion tenace pour ces assemblées. Et elle put d'autant mieux s'en passer pendant longtemps que le système de gouvernement par grand conseil et l'utilisation des talents souvent remarquables des hommes des bureaux ministériels, jointe à la consultation des Parlements, permettaient au Roi de gouverner efficacement. On peut même dire que l'adminis-

tration moderne, dans ce qu'elle a de plus efficace, est le fruit direct du « despotisme ministériel » des XVII^e et XVIII^e siècles. En revanche, les intendants et les commis de l'Etat gardaient une liberté de jugement et d'action jointe à une culture et une personnalité que nos hauts fonctionnaires modernes sont loin d'avoir le plus souvent.

LE TOMBEAU DE VERSAILLES

Malheureusement, la meilleure des administrations ne pouvait éviter à la Monarchie de se couper peu à peu de son peuple qu'elle avait cessé de consulter. En outre, la façon dont elle a réduit les révoltes nobiliaires après la Fronde était dangereuse. Louis XIV, en transformant les grands seigneurs en domestiques, a assuré à la France un siècle de paix civile. Mais il a interposé un écran entre la nation et lui. A cet égard, j'avoue franchement me sentir mal à l'aise à Versailles : ce palais magnifique rappelle par trop à un royaliste qu'il a été le décor d'un exercice solitaire du pouvoir finalement funeste à la Monarchie. Cette noblesse, ainsi asservie, a réagi de trois manières : ou bien par la frivolité des petits marquis souvent trop nombreux, par exemple dans l'entourage de Marie-Antoinette ; ou bien en réclamant la restauration d'un imaginaire âge d'or de la constitution française qui aurait abouti à confier à la noblesse et à elle seule le monopole de représentation nationale ; ou bien à se solidariser de la grande revendication pour la citoyenneté qui émanait de la bourgeoisie voire des couches alphabétisées de la paysannerie. De la sorte, la noblesse que sa revendication soit récurrente ou au contraire ultra-moderniste, a été un élément déterminant d'opposition au « despotisme ministériel ».

DES BOURBONS ORPHELINS

A vrai dire, les « erreurs » de

Louis XIV étaient loin d'être irréparables. Après tout, le juste milieu, le milieu d'éminence est un idéal rarement réalisé et il était plus ou moins inévitable que l'anarchie de la Fronde appelle la monarchie louis-quatorzienne. Il aurait suffi que ses successeurs rectifient le tir. Malheureusement, les deux derniers Bourbons n'ont bénéficié d'aucun des avantages qui, d'ordinaire, permettent à un Roi d'exercer sa charge dans les meilleures conditions. Ni Louis XV, ni Louis XVI n'ont succédé à leurs pères et l'on a même franchi cinq générations en deux règnes. Paul del Perugia décrit bien, dans son « Louis XV » (1), la solitude de l'enfant royal tenu à l'écart par le Régent et abandonné aux femmes. Il devait demeurer un être renfermé dont les brusques accès de colère cachaient mal la timidité. D'où une irrésolution désastreuse qui finit, il est vrai, à la fin de son règne par faire place à une claire conscience de la nécessité de réformer l'Etat et une ferme volonté de l'appliquer. Cette volonté se traduit par le coup d'Etat royal de 1770 contre les Parlements, des Parlements obsédés par leurs privilèges et décidés à n'accepter aucune modification à la structure de la société d'ordres. Mais le renvoi des Parlements, mesure du salut public, fut compris par une partie de l'opinion comme une nouvelle atteinte aux « libertés françaises ».

L'expérience du triumvirat (Maupeou, d'Aiguillon, Terray) aurait pu, cependant, réussir si Louis XV n'avait pas disparu en 1774.

TELEMAQUE XVI

Or son petit-fils Louis XVI, orphelin lui aussi à l'âge de onze ans, était également paralysé par la timidité et incapable de faire de publicité pour sa politique, bref de s'imposer à l'opinion publique en la séduisant. Mais, par ailleurs, il

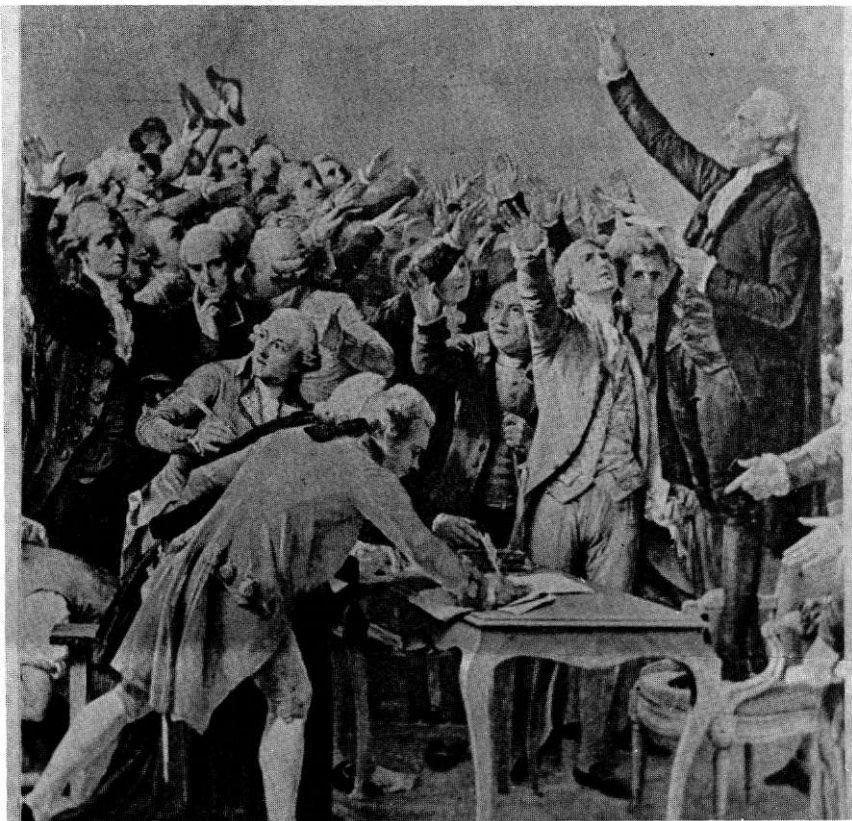
avait été élevé dans la vénération du fada « Télémaque » de Fénelon : autrement dit, il avait appris à considérer l'autorité royale comme pernicieuse par essence et, surtout, à considérer les « antiques usages des royaumes » — en l'occurrence les privilèges des Parlements — comme inviolables. De la sorte, il n'a pas eu l'énergie nécessaire pour maintenir les réformes de son grand-père. Et, dans le même temps, les Parlements réactionnaires recevaient un soutien généralisé de l'opinion, y compris des encyclopédistes qui avaient approuvé le coup d'Etat de 1770. L'opinion n'ignorait pas le caractère indéfendable des Parlements mais, comme l'a écrit Edgar Faure, s'est noué « entre une masse sans mandataires et une représentation sans mandat, une sorte de contrat précaire où chacun n'est qu'à moitié dupe » (2). On connaît la suite.

L'échec, à la fin du XVIII^e siècle, de la réforme de l'Etat royal devait, par-delà les soubresauts de la Révolution, avoir une conséquence autrement plus grave : la méfiance chronique des Français à l'égard du pouvoir exécutif, l'absurde dichotomie entre celui-ci et le pouvoir législatif. Nous y reviendrons, mais notons, d'ores et déjà, que véritablement le mouvement vers la citoyenneté, dénaturé par le contexte explosif des dernières années de l'Ancien régime et la tempête révolutionnaire, est à reprendre. Comme le Comte de Chambord y invitait déjà les Français voici un siècle.

Arnaud FABRE.

(1) Paul del Perugia : *Louis XV* (prix 90 F franco). Contrairement à mon ami Gérard Leclerc qui en avait fait un compte rendu dans ces colonnes (N.A.F. 223), je trouve par ailleurs ce livre contestable à bien des égards.

(2) Edgar Faure. Ed. du Seuil.



images

barry lyndon

Il est des films qu'on aime, qui viennent combler à point un désir passager de rêve, un soir, et qu'on oublie. « Barry Lyndon » n'est pas de ceux-là. C'est un film qui ne se laisse pas oublier, qui vous poursuit encore longtemps après, avec un goût de mauvais rêve.

« Barry Lyndon », c'est au cœur du XVIII^e siècle anglais, l'histoire d'une vie, celle d'un jeune Irlandais et de ses pérégrinations à travers l'Europe, la guerre, les sociétés, l'argent.

Comment un garçon dénué de fortune, mais non d'intelligence, se transforme en monstre de cynisme à travers les multiples pièges tendus par la société : c'est l'épopée retracée par Stanley Kubrick, le cinéaste d'« Orange mécanique » et de « L'odyssée de l'espace ».

Commencé par un duel truqué, l'itinéraire de Barry ne sera qu'une

longue suite de duels, souvent truqués eux aussi, et où il n'y aura d'autre solution que celle d'être le plus fort.

A l'image de la vie, le film est une succession d'images dans lesquelles l'horreur succède inéluctablement à la beauté. Images claires et incroyablement belles de l'Irlande où le jeune Barry vit son premier amour ; images violentes et non moins belles des uniformes et des tambours de la guerre de sept ans, sur lesquels rôde la mort.

Chassé de son pays par la crainte

d'avoir tué au cours d'un duel le mari de sa cousine qu'il aime, Barry va rouler sa bosse sur les routes d'Europe en guerre, endosser successivement plusieurs uniformes sans le moindre remords, tel un bouchon sur les vagues de l'Histoire, toujours innocent, toujours agi. La Prusse veut l'utiliser comme espion ? Il jouera double jeu et aidera à tricher celui qu'il est venu espionner, chevalier d'opérette qui bâtit sa fortune sur la pratique du jeu. En compagnie de ce personnage bizarre, irlandais comme lui, Barry fera la tournée des salons d'Europe, toujours triomphant, toujours amassant de l'argent. Et Kubrick, à cette occasion, fait de cette société du jeu et de la fortune une peinture cruelle, à peine supportable : hommes androgynes aux figures maquillées, sinistre mascarade à la lueur des bougies... C'est dans l'un de ces salons que Barry va rencontrer Lady Lyndon, qui — ténacité irlandaise y contribuant — finira par

lui donner son nom, le faisant accéder à sa fortune et aux sommets les plus hauts de la société.

Mais il faut croire que dans l'esprit de Kubrick, bonheur et richesse sont loin d'aller de pair : avec la fortune, tous les malheurs possibles vont s'abattre sur Barry ; c'est la mort de son enfant, la folie qui s'empare de sa femme (d'ailleurs réduite par l'Irlandais à la condition de signeuse de factures), l'écroulement de l'énorme fortune, et en dernier lieu, pour lui, la mutilation physique et la solitude.

Comme dans « Orange mécanique », c'est la société qui, d'un être innocent, va faire un monstre de violence, de cruauté, et le conduire à sa perte. On peut rejoindre Kubrick sur la critique d'une société régie par l'argent et de son pouvoir de manipulation. Mais on ne peut pour autant esquiver cette question : l'homme, à l'origine, est-il vraiment innocent ?

Bénédicte HELIEZ

la mauvaise humeur

peste brune

Coucou, les revoilà ! Qui ça ? Mais les articles sur le nazisme bien sûr.

Une poignée de nostalgiques fait dire une messe à la mémoire de Mayol de Luppé, ancien aumônier de la L.V.F. et de la Waffen SS ? Voici les micros qui s'ouvrent, les stylos qui pissent une copie bourrée d'indignation vertueuse.

Un demi-dingue organise, aux Etats-Unis, un parti nazi ? Le **Nouvel Observateur** accourt, s'écœure, s'indigne, dénonce à pleines pages. C'est comme ça chaque année, me direz-vous, l'indignation antinazie tombant sur le lecteur en même temps que les feuilles d'automne ou repoussant avec le printemps. Eh bien, moi, je n'arrive pas à m'y faire. Elle pue le faux, cette belle indignation. Ils nous ennuiant, ces stéréotypes sur l'hydre-qui-ne-demande-qu'à-relever-la-tête quand il s'agit de quatre pauvres types qui auraient pu aussi bien s'engager chez les bouddhistes, les adorateurs de l'oignon ou les amis des castors. Et encore, il ne s'agit que des meilleures articles. Car il y a

toute la production dégueulasse qui joue sur des instincts particulièrement troubles. Bien sûr, la tentation est forte, car ces articles-là, c'est du tout cuit. Et il est tellement agréable de gagner sa croûte en se donnant bonne conscience ! Alors Mayol de Luppé, Lucien Rebatet et l'Haubersturmführer Schmoll, on y va franco. Comme ils sont tous morts...

Mais les nazis vivants, les nazis intelligents, « scientifiques », technocrates, sans bottes ni brassards, sans bras levés ni défilés ? Ceux-là, on ne les connaît pas, dans les salles de rédaction. Et quand un franc-tireur lève le voile, donne les éléments, dénonce les stratégies des nouvelles écoles du racisme scientifique, on détourne la tête et on se tait. A **Libération** comme au **Nouvel Observateur**, à **l'Express** comme à **Valeurs Actuelles**. C'est vrai, il y a moins de folklore. Et puis, si l'anti-nazisme attirait les ennuis, au lieu de faire rentrer le fric...

B.L.

les mercredis de la naf

Après l'Intermède des vacances, les **MERCREDIS DE LA N.A.F.** reprennent normalement. Nous vous rappelons que les **MERCREDIS** ont lieu dans nos locaux — 17, rue des Petits-Champs, 1^{er} ; métro Palais Royal ou Bourse ; 4^e étage.

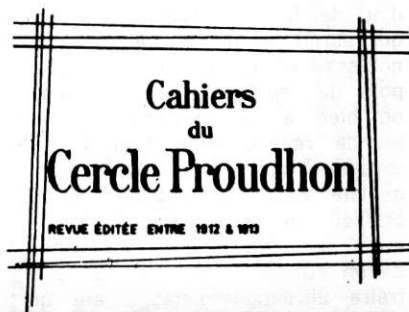
A partir de 19 heures : discussion libre et amicale autour d'un buffet ; la conférence, le débat ou le spectacle vidéo commencent à 20 h 30 précises.

- 20 octobre : Conférence « Refaire la Révolution française ».
- 27 octobre : Conférence « Malraux ou l'Aventure au XX^e siècle ».
- 3 novembre : Débat « Où va la V^e République ? »

une réédition attendue

« Ces Cahiers que tout militant voudra avoir désormais dans sa bibliothèque » (Gérard Leclerc).

Commande au Centre d'Etudes de l'Agora, 29, av. Trudaine, 75009 Paris. Prix 60 F (franco 65 F). Versements à l'ordre de F. Fleutot : C.C.P. Paris 22.161.92 K.



la n.a.f. en mouvement

à nos abonnés

Par suite de la défaillance de certains rédacteurs, le numéro 232 de « La Lettre de la N.A.F. » n'a pu paraître. Nous prions nos abonnés de nous en excuser et nous demandons leur indulgence. Promis, on ne recommencera plus...

sessions

Dans le cadre de nos sessions régionales de formation, plusieurs unités ont déjà fixé leur date :

23 et 24 octobre, Nord, Pas-de-Calais, Picardie, session à Lille. Renseignements pratiques, en écrivant, 27, rue des Fossés, 59 Lille (ou en téléphonant (20) 54.84.05).

6 et 7 novembre : Fédération royaliste de Bretagne, session dans la maison de la Rue des Aubiers près de Ploermel. Renseignements pratiques au local 16, rue de Châteaudun, à Rennes.

Dimanche 7 novembre : session pour Nice et les Alpes-Maritimes.

Judi 11 novembre : session pour la région parisienne dans les locaux du journal de 10 h à 19 heures.

région parisienne

Le responsable de la propagande pour la Région parisienne tient une permanence tous les soirs dans les locaux du journal de 18 heures à 20 heures. Avec lui, vous pourrez étudier la meilleure façon de participer à la propagande de la N.A.F. cette année.

prenez vos responsabilités !

Il y a un mois, en lançant l'opération « N.A.F. en kiosques », nous avons expliqué longuement l'enjeu de la partie, son importance pour le développement de notre action, la nécessité pour la N.A.F. d'élargir son public et de franchir une nouvelle étape. Depuis, semaine après semaine, nous avons rappelé, au risque de lasser, l'objectif de l'opération qui consistait à recueillir avant le 30 octobre, 3 millions d'anciens francs de souscription pour que, dès le début novembre, notre journal soit en vente dans les kiosques de la région parisienne.

Après un démarrage rapide et prometteur, voici maintenant que la souscription ne progresse plus qu'à une vitesse d'escargot. Et nous sommes à quinze jours de la date fixée ! Il reste à rassembler 9 000 F pour réussir, mais nous ne pourrions pas lancer l'opération si nous ne les avons pas reçus.

Alors, les nafistes, il faut prendre vos responsabilités ! Si nous voulons réussir, il faut nous en donner les moyens et pour cela sortir, de suite, votre carnet de chèques et ne pas oublier de mettre les zéros nécessaires !

Yvan AUMONT

Adressez vos dons à l'ordre de la N.A.F. - C.C.P. 193-14 Z Paris en précisant « pour la N.A.F. en kiosques ».

2° LISTE DE SOUSCRIPTION

Anonyme Nice 140 F - P. Le Roué 30 F - Cdt. Buffet 50 F - J.P. Lopez 7,5 F - Mme Gelin 200 F - A. Vaugrente 50 F - J. de Guibert 100 F - J. Monville 50 F - E. Causse 20 F - J. de Monneron 400 F - D. de Lafforest 300 F - L. Faucheur 500 F - Y. Denis 55 F - Michel Née 20 F - Anonyme Haute Loire 20 F - Dr Garnier 100 F - M. Desaubliaux 20 F - J.C. Schlumberger 130 F - Hubert Midon 100 F - Anonyme Nantes 30 F - Mme Sertin 50 F - P. Dubois 120 F - Dr Hervouet 130 F - Anonyme Chatou 180 F - G. Villaume 60 F - G. Tailleur 70 F - Juin-Rimbert 50 F - Anonyme Rueil 50 F - H. Broussolle 40 F - A. Foulon 100 F - Jean François Chene-

val 180 F - D. Flandrin 20 F - A. Saint Paul 100 F - J.P. Bellanger 20 F - M. Stevens 400 F - J. Wolf 300 F - B. Brasseur 320 F - J. Chazal 324 F - J.P. Amosse 144 F - J. Voisin 400 F - P. Hébert 500 F - H. Destrez 450 F - P. Le Vasseur 570 F - Ch. Laffitte 600 F - B. Chazel 240 F - R. Borgnez 320 F - L. Charantay 400 F - V. Boissand 400 F - J. Le Révol 1 000 F - M. Hurel 300 F - Mme Berger 300 F - G. Platieu 150 F - P. Duchene 100 F.

Total de cette liste : 10 710 F.
Total des sommes reçues au titre des abonnements de propagande : 1 080 F.

Total précédent : 9 210 F.
Total général : 21 000 F.

collectif naf-université

Le n° 9 de la NAF-U vient de paraître. Il aborde le problème des subventions gouvernementales aux syndicats étudiants, ouvre un dossier sur les gauchistes, entame le débat sur l'énergie nucléaire. On trouvera également, dans ce numéro, un manifeste des étudiants royalistes, un compte-rendu de la session des Aubiers et des détails sur le futur « Lys rouge ». Nous demandons à tous les jeunes royalistes de s'abonner à NAF-U très rapidement.

Abonnement 6 francs (soutien 20 F) pour 4 numéros de 8 pages plus les numéros spéciaux réservés aux seuls abonnés. C.C.P. NAF 193-14 Z Paris.

bretagne

Permanence au local de la Fédération Royaliste bretonne tous les mercredis à partir de 18 heures, 16, rue de Châteaudun, 35000 Rennes. Les lecteurs désireux d'aider à la propagande de la N.A.F. sont priés de venir prendre contact.

nord pas-de-calais

Les activités de la section reprennent. Les sympathisants et lecteurs de la N.A.F. sont invités à prendre rapidement contact. Notez la nouvelle adresse : 27, rue des Fossés, Lille et le nouveau numéro de téléphone (20) 54.84.05.

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F), 6 mois (45 F), un an (80 F), de soutien (150 F (*))

NOM : Prénom :

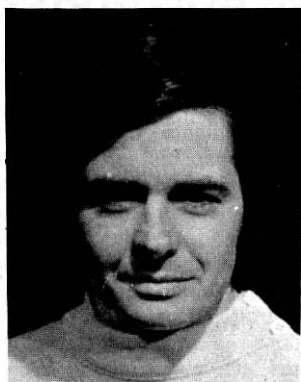
Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Z Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS



par
bertrand
renouvin

simple constat

M. Giscard d'Estaing est-il à bout de souffle ?

Sans faire preuve d'un pessimisme systématique, sans pratiquer la politique du pire, il faut bien poser la question que tout le monde se pose devant l'évolution rapide de la situation politique.

Pourtant, le « plan Barre » n'a pas un mois, et nous ne sommes qu'à quelques jours de l'allocution présidentielle. Et voici qu'il faut, déjà, parler du triple échec du pouvoir.

trois échecs

— Echec de l'opération Barre d'abord, ce qui ne signifie pas que les mesures adoptées par le Premier ministre soient sans effet sur la hausse des prix. Mais il est certain que l'excellente image de Raymond Barre s'est trouvée ternie par un plan anti-inflationniste **trop classique** (on applique toujours les mêmes recettes, pour un résultat toujours plus mince), probablement **inefficace** à moyen terme (en « gelant » les prix et en bloquant les tarifs publics, on s'attaque plus aux effets qu'aux causes du mal) et manifestement **injuste** puisqu'il ne s'attaque pas aux privilèges.

Déception donc, aggravée par les confidences troublantes de l'auteur du plan : si le Premier ministre a dû « boire beaucoup

de calices », s'il a été obligé de renoncer à certaines mesures plus radicales (dont l'impôt sur le capital), n'est-ce pas la preuve que l'Elysée est fondamentalement hostile à toute vraie réforme ?

— Echec, ensuite, de la **tentative de concertation** avec des « partenaires sociaux » qui vont même jusqu'à récuser cette expression. Sans doute, l'hostilité des grandes centrales syndicales était-elle prévisible. Mais les cadres ont rejoint le mouvement d'opposition tandis que les commerçants en fruits et légumes refusent d'appliquer la taxation. Deux attitudes significatives de la dégradation de la situation sociale, et de l'absence du fameux « consensus » national. M. Barre a beau dire que ces refus témoignent de la bonne répartition de l'effort, il ne convainc personne : quoiqu'on pense de l'homme et de son expérience, M. Pinay, en 1952, avait au moins réussi son opération psychologique. Cette fois, nous n'assisterons pas à la naissance d'un « mythe Barre »...

tics et trucs

— Echec politique enfin, en raison de l'ébranlement de la **majorité présidentielle**. Même le C.D.S. (Centre des Démocrates sociaux) en a « ras le bol ». C'est dire... Mais surtout, les journées parlementaires de Rocamadour ont montré des députés U.D.R. balançant entre la réserve morose et l'hostilité explicite. Et un Guichard s'avère incapable de les empêcher de tourner leur yeux et leurs espoirs vers la Corée.

Or, le discours de Chirac à Egletons, dimanche 3 octobre, est venu confirmer la gravité de la situation : désormais, le rassemblement des héritiers du gaullisme ne se fera plus sur le nom du Chef de l'Etat. Phénomène sans précédent sous la V^e République et qui risque, à terme, de ruiner un pouvoir riche... du seul soutien des Républicains indépendants. Par delà les législatives, la lutte pour l'Elysée est engagée au sein de la droite. Sans qu'on soit sûr que le vainqueur soit de ce côté-là...

Dans ce climat lourd de menaces, le dernier discours du Président de la République est presque passé inaperçu. Nous sommes loin du temps où il pouvait, l'espace d'une allocution brillante, retourner un courant défavorable, faire croire à sa compétence et à sa volonté de changement. Et voici qu'apparaissent aux yeux de tous, les tics sous le masque, les trucs du discours, la faiblesse de l'argumentation et l'absence de projet.

Face à une inflation qu'il n'a pas voulu juguler, face à un chômage qu'il n'a même pas su réduire, devant la dissidence morale du parti le plus nombreux, le plus solide

et le mieux préparé à la prochaine bataille électorale, le pouvoir giscardien semble au bout du rouleau. On organise, dans la hâte, des pièges dont se joue l'adversaire — l'affaire de Vathaire n'étant qu'un pâle reflet des opérations contre Pompidou et Chaban. On lance, à grand bruit, un nouveau gadget sous la forme d'un livre. On joue, bien tard, la carte de l'unité et de la solidarité nationales, tout en exprimant de façon presque caricaturales le petit monde des privilégiés de la naissance et de la bourgeoisie d'argent. Mais rien n'y fait : on sent en ce début d'automne un air de déroute, une atmosphère de fin de règne, comme un commencement d'agonie...

quel recours ?

Il faudrait souhaiter une fin rapide, si nous étions sûrs qu'il pourrait en résulter un mieux ou un bien. La gauche le prétend. Mais nous la voyons déjà trop gestionnaire de l'ordre économique, trop établie dans le système politique, trop ambiguë dans son projet pour pouvoir lui faire confiance — même si nous savons qu'on ne fera pas le socialisme sans les socialistes, et l'unité de la nation sans la reconnaissance du fait communiste.

Reste le phénomène Chirac. N'en doutons pas : l'ancien Premier ministre est bien placé pour rassembler une droite conservatrice, effrayée par les prétendus changements giscardiens, une droite patriote émue par l'euro-péo-atlantisme officiel, une droite plébiscitaire qui était, depuis longtemps, à la recherche d'un homme providentiel.

Mais pour quel objectif, s'il parvient à prendre le pouvoir ? Nul ne connaît les idées de Jacques Chirac. Tient-il d'ailleurs à autre chose qu'à sa carrière ? A-t-il un projet pour la société et la nation ? Jusqu'à maintenant, il est apparu sous les traits d'un aventurier, d'un ambitieux sans scrupules, ne reculant ni devant l'intrigue, ni devant la provocation, ni devant la trahison de ses compagnons. Et on peut craindre que sa campagne électorale n'apporte pas de lumières sur ses conceptions politiques — même s'il développe, pour les besoins de sa cause, un « gaullo-pompidolisme » de bon ton.

Une chose est sûre en tous cas : aujourd'hui guide de l'U.D.R., demain fédérateur de la droite, Jacques Chirac ne veut ni ne peut être le rassembleur de la nation, l'artisan d'une unité vraie par-delà les combinaisons partisans : il a choisi, depuis longtemps, de bâtir sa carrière sur une guerre civile sans cesse recommencée. Une telle stratégie discrédite l'ensemble de son combat.

Bertrand RENOUVIN